



La crise malienne et ses conséquences au Sahel : Mobilisation des collectivités françaises et de la coopération décentralisée, depuis le 22 mars 2012

Note d'information

(Version du 18 janvier 2013)

Considérée comme l'une des plus actives de l'Afrique de l'Ouest, la coopération décentralisée franco-malienne recense environ cent cinquante actions de coopération décentralisée franco-maliennes.

Depuis 2006, 32,8 millions d'euros¹ ont été alloués au Mali par les collectivités françaises au titre de leur aide publique au développement.

Pour la plupart trentenaires, ces partenariats ont subsisté au coup d'Etat du 22 mars 2012 et à la crise qui a suivi, alors même que l'Union européenne et la France suspendaient leur aide au développement.

1. Le contexte

Depuis le coup d'Etat du 22 mars 2012 et la perte de l'intégrité territoriale du pays, le Mali vit une crise politique, économique, sociale, humanitaire et culturelle majeure.

Une crise étendue aux pays voisins, avec l'afflux de réfugiés et le risque d'insécurité, due à la présence avérée de groupes salafistes et d'AQMI.

Une crise qui perdure et s'enlise, malgré le retour à l'ordre constitutionnel – nomination d'un gouvernement de transition en avril dernier.

Cette année, le 52ème anniversaire de l'indépendance du Mali (22 septembre) a pris une signification toute particulière, puisqu'il coïncidait quasiment avec la demande officielle faite par le chef du gouvernement malien auprès de la CEDEAO puis du Conseil de sécurité de l'ONU, d'une intervention militaire.

Tandis que la communauté internationale est aujourd'hui largement mobilisée dans le cadre de l'intervention militaire, que la situation politique reste fragile, les populations maliennes du Nord comme du Sud comptent sur la présence et l'appui de leurs élus, sur l'aide humanitaire, aussi.

¹ « Les finances locales et l'aide publique au développement », dir. Cités Unies France, J. Duplan : *A paraître*

2. La mobilisation des collectivités françaises et de la coopération décentralisée

Dès les premières heures de la crise, les collectivités françaises partenaires de collectivités maliennes ont voulu soutenir moralement et financièrement leurs partenaires.

Un recensement de toutes les initiatives des collectivités, associations de jumelage et de l'ensemble des acteurs de la coopération décentralisée en France est en cours, afin de disposer de données précises et actualisées sur cette mobilisation de la coopération décentralisée pour le Mali et le Sahel.

→ À ce jour, **près de 500 000 euros** de subventions exceptionnelles ont été attribuées par les collectivités françaises directement à leurs collectivités partenaires.

Jusqu'à présent, les grandes tendances dans les réactions des collectivités et associations de jumelage françaises sont les suivantes :

- Réaffirmation par les exécutifs des collectivités françaises, par les bureaux et assemblées générales des associations de jumelage, de la volonté de maintenir le partenariat et de soutenir les partenaires maliens, moralement et financièrement lorsque c'est possible ;
- Organisation de réunions à destination du public/ des acteurs du territoire actifs avec le Mali ;
- Invitation des partenaires en France, missions qui étaient généralement prévues avant le coup d'Etat (anniversaires de jumelage, missions techniques, etc.) et qui pour certaines, comblent aujourd'hui le report de missions des collectivités et associations au Mali.
- Subventions exceptionnelles par réaffectation de lignes budgétaires ou contribution à des fonds d'urgence, mis en place par la collectivité ou les partenaires.

3. Le rôle de Cités Unies France et du groupe-pays Mali : actions menées, en cours et à venir

→ En complément des messages de soutien aux collectivités et associations participant au groupe-pays Mali, et des réunions organisées le 19 avril, le 2 juillet et le 13 novembre 2012², Cités Unies France (CUF) communique régulièrement sur :

- l'action des collectivités et associations françaises auprès des autorités françaises, européennes et maliennes, des ONG en France ;
- l'importance d'associer les collectivités maliennes – communes, cercles, régions – et leurs associations faïtières, aux décisions et actions humanitaires et politiques.

À l'issue de la rencontre du 2 juillet, un **groupe de travail sur la crise malienne et ses conséquences** a été proposé au sein du groupe-pays Mali, pour approfondir les réflexions en cours et force de proposition pour des initiatives communes. Une première réunion s'est tenue le 7 septembre.

→ En concertation avec les associations de collectivités maliennes, les membres du groupe-pays Mali réunis le 2 juillet 2012 et le ministère français des affaires étrangères, un « **Fonds de solidarité des collectivités françaises pour le Mali et le Sahel** » a été mis en place le 10 juillet.³ Une première réunion du comité de pilotage aura lieu courant janvier 2013.

→ À ce jour, les actions suivantes ont été réalisées ou facilitées :

- Des **audiences** auprès du Ministre français des affaires étrangères, du ministre du développement, de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale ;
- Des rencontres ponctuelles avec des **parlementaires**, français et européens ;
- Des **interviews** d'élus maliens de passage en France ;
- Une **séance d'information mutuelle** avec les ONG en France – commission humanitaire de Coordination Sud.
- Des **prises de parole lors de réunions publiques ou conférences**, à l'invitation des collectivités,

² Les synthèses de ces rencontres, qui ont rassemblé pour chacune entre 50 et plus de 80 participants en présence de collectivités et d'institutions maliennes, sont téléchargeables sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique57>

³ Cf. lettre d'appel du directeur général de Cités Unies France et du président du groupe-pays Mali ; interview du président de Cités Unies France par Newspress : http://www.newspress.fr/Communique_FR_257678_2397.aspx

associations de jumelage, réseaux régionaux, etc.

→ Sont prévues, d'ici fin 2012 et en 2013, sous réserve de disponibilité et de faisabilité :

- des rencontres avec des parlementaires – députés et sénateurs ;
- des rencontres techniques avec des partenaires techniques et financiers des collectivités maliennes ;
- des rencontres avec les réseaux européens de coopération décentralisée engagés au Mali ;
- une mission conjointe d'élus, à organiser lorsque les conditions de sécurité le permettront.

Le président du groupe-pays Mali, plusieurs collectivités engagées au Mali ainsi que l'équipe du pôle Afrique, ont participé à la sixième édition du **Sommet Africités à Dakar**, du 4 au 8 décembre 2012. Ils étaient aux côtés des partenaires maliens et sahéliens pour contribuer au plaidoyer en faveur de la reconnaissance du rôle des collectivités locales et de leurs élus, pour une sortie de crise dans les meilleures conditions.

Lors de l'Assemblée générale de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique du 9 décembre à Dakar, le Sommet Africités a adopté une déclaration en soutien au peuple malien.

Présentée le 7 décembre lors d'une réunion préparatoire initiée par la délégation malienne, ses partenaires africains et européens dont Cités Unies France, cette déclaration appelle au respect de l'intégrité territoriale du Mali, au retour de la paix et à l'implication des collectivités locales maliennes et africaines à toutes les étapes des processus de gestion et de sortie de crise.

En amont de cette réunion préparatoire, le président de Cités Unies France Michel Delebarre, son représentant spécial Charles Josselin, plusieurs présidents de groupes-pays et l'équipe du pôle Afrique rencontraient le 6 décembre, le président du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA, des présidents d'associations nationales de collectivités africaines et le secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique.

Contacts :

Pôle Afrique subsaharienne et Madagascar

Cités Unies France

9, rue Christiani - 75018 Paris

Tél: +33 (0)1 53 41 86 84 (Mathilde Lestra) / 81 97 (Constance Koukoui) / 81 81(Standard)

poleafrique@cites-unies-france.org ; c.koukoui@cites-unies-france.org

www.cites-unies-france.org